Lutte de classe et militarisation

Une logique implacable

Le système capitaliste, dont le seul but est le profit maximal pour une minorité, base son principe sur la fuite en avant de la production, de la consommation. Qu'il soit privé ou monopoliste (sociétés par actions, Etat), le capitalisme n'a d'autre but que la reproduction accrue de ses capitaux, et ce, par tous les moyens.

Propriétaire, il contrôle à sa guise les moyens de production, organise, concentre, suivant son bon plaisir, pour un profit maximal. Cette exigence, impérative au système, a besoin d'espace, de nouveaux centres d'exploitation: c'est le colonialisme ou, dans sa nouvelle forme, le néo-colonialisme dont la France, pour sa part, se réserve un bon morceau de gâteau. Cela va de l'Afrique occidentale à Madagascar; les pays d'Amérique du Sud n'étant pas oubliés (cf. le récent voyage du Concorde au Brésil); sans omettre le monde arabe de la Libye jusqu'au Maroc, etc. L'élargissement du capitalisme monopoliste est donc basé, d'une part, sur l'exploitation accrue des travailleurs du pays et, d'autre part, sur la surexploitation des zones sous-développées, la classe dominante dans ces pays n'étant que les valets fantoches des pays capitalistes (placés au pouvoir grâce à eux).

Des moyens efficaces

Les travailleurs ne sont que les instruments dont il faut tirer le maximum de profit.

Les intérêts de la classe ouvrière sont donc opposés à ceux de la classe dominante incapable de satisfaire les besoins réels

de la société. Il faudra donc pallier sans arrêt les dangers des affrontements de classes et pour cela tous les moyens sont bons.

La division du travail en catégories, par une hiérarchie forcenée du manœuvre au petit chef, par la distinction entre manuels et intellectuels, par le chantage et le licenciement, par la loi, les contrats, la participation et aussi la répression sanglante.

Indirectement, par le matraquage idéologique, elle vise à faire de tous les travailleurs des bourgeois disciplinés et consommateurs, selon le principe du profit et de la compétition.

Il ne faut pas oublier les pays sous-développés dans lesquels on interdit toute possibilité d'organisation autonome des travailleurs et où les capitalistes peuvent tirer la matière première à des prix de plus en plus bas. Il est alors facile de déplacer au gré des besoins la main-d'œuvre locale vers des zones industrialisées, créant ainsi un potentiel de main-d'œuvre bon marché (Simca fait venir des trains entiers d'émigrés marocains ou turcs pour son usine de Poissy tous les 6 mois ...).

L'armée au service du capital

La défense nationale : une idéologie au service du pouvoir

Tel est donc le système social dans lequel nous vivons, sans responsabilités, les intérêts de la classe dominante directement opposés aux intérêts des classes exploitées.

Pour que tout cela marche, il faut un peuple anesthésié, ignorant, docile et même coopérant...

Les instruments du pouvoir sont immenses. Le premier outil, l'école, véritable moule idéologique, forme des petits Français dociles et «bien pensants». Le deuxième matraquage a

lieu sitôt sorti de l'école à 18 ans: «le service national actif».

L'embrigadement de la jeunesse prend une dimension nouvelle: «L'armée s'acharne à faire des jeunes et par là même de l'homme du peuple un résigné, un homme sans responsabilité. Pour cela elle le déracine de son milieu pour l'isoler, le dépayser, aussi bien dans sa façon de penser que dans sa façon de vivre. La nouveauté de la tenue, du cadre, de l'instruction, du système hiérarchique, du règlement et du rythme de vie perturbe l'individu et le maintient en perpétuelle position d'infériorité... Ainsi l'armée vise à faire de tous les jeunes des moutons, des instruments dociles du pouvoir.»

Ces intérêts du pouvoir, opposés à ceux de la classe laborieuse, nécessitent une mystique nationale; cela va du Mérite agricole à la Légion d'honneur, en passant par la croix de guerre et tout le «côté clinquant des grandes tenues, des défilés, des parades, de l'harmonie des mouvements»...

On ne peut s'empêcher de citer 14–18 ou 39–45 ou la guerre d'Indochine ou celle d'«Algérie française».

«La guerre est faite par des gens qui se battent et ne se connaissent pas au profit de gens qui se connaissent et ne se battent pas.»

Anesthésier, exalter le peuple, tels sont donc les moyens de l'État qui, par le biais de l'idéologie nationaliste, manipulation éminemment politique, aliène les travailleurs et les met à sa botte.

Le service national actif entre tout à fait dans cette logique. Debré souligne l'importance de l'instruction civique, sur le thème «tâches d'intérêt public», qui se traduit par le rôle de briseur de grève (éboueurs, transports en commun, postes, musées) ou tout simplement main-d'œuvre à bon marché pour la gendarmerie ou les universités (inscription en 69).

Ce n’est pas un hasard si les jeunes sont appelés à 18 ans et si l’on aménage l’armée (plus «libérale», possibilité de formation professionnelle, foyers, nourriture meilleure...), tout en gardant bien la même finalité: récupérer la jeunesse.

Cette orientation de plus en plus nette et de plus en plus avouée se retrouve dans le civil: les contrats dits de progrès, la participation... Dernièrement une orientation du CNPF en vue d’informer (à sens unique) les ouvriers sur les problèmes économiques de l’entreprise a pour but avoué d’éviter ainsi «des revendications “erronées” qui ne conduisent qu’à des conflits inutiles». Cette orientation est appuyée à grand renfort de crédits par le gouvernement.

Il en est de même de la formation professionnelle à l’armée (combien de jeunes s’engagent dans l’espoir d’y apprendre un métier!)...

«La méthode active permet au chef de dispenser efficacement la formation aujourd’hui nécessaire à l’exercice de l’autorité... La réalité du combat moderne réclame plus encore qu’autrefois une “force morale” à toute épreuve... Il faut faire prendre conscience aux jeunes qu’ils participent à une œuvre qui les dépasse (lire ici guerres impérialistes d’Algérie, du Tchad... ou luttes antigrèves).» L’effort de lucidité et de maîtrise de soi est particulièrement rigoureux lorsqu’il s’agit de faire face à ses obligations vis-à-vis de réalités objectives aussi élevées que le bien commun, la communauté nationale, l’État, l’armée...

On ne peut s’empêcher de faire le rapprochement avec ce que disait le 11 mai 1958 Chaban-Delmas inaugurant l’école des cadres pour la guerre révolutionnaire dite subversive (Algérie): «Vous menez un combat difficile, ingrat, contre un ennemi qui se dérobe, mais votre combat est, j’en suis persuadé, le dernier combat de la France en tant que pays libre. Vous combattez aussi pour la défense de l’Occident.» (On sait aujourd’hui que les cours de torture étaient au

programme de cette école!)

N’a-t-on pas fait venir en 1971 les brigades spéciales dans le but avoué d’entraîner le contingent à réprimer les manifestations. C’est-à-dire à se battre contre le peuple.

N’est-ce pas aussi le but avoué de la DOT (Défense opérationnelle du territoire), créée depuis 1968 pour reconquérir le pouvoir en cas de renversement.

C’est ce même rôle qu’a joué en mai 68 le contingent cantonné dans les casernes, ignorant des événements, volant de pression, chantage d’une éventuelle intervention (voir de Gaulle-Massu).

L’ordonnance de janvier 59 s’inscrit bien dans cette logique. Chaque adulte, homme et femme, est en état continuel de mobilisation face à une éventuelle menace, tant extérieure qu’intérieure, mobilisation pouvant intervenir même en temps de paix (n’importe quelle crise sociale peut mettre chaque citoyen dans cette position). C’était la menace que faisait Chaban-Delmas le 14 octobre 1971 aux conducteurs de la RATP en grève.

La direction même de la défense est entre les mains du pouvoir et échappe complètement à l’armée, c’est-à-dire que nous sommes à la merci de la classe dirigeante. Les régions militaires étant elles-mêmes aux ordres des préfets de région, c’est ce que nous appelons la défense nationale de la classe dirigeante.

«Vous voulez qu’on se batte contre nous-mêmes, contre nos proches, contre ceux qui sont dans la misère, quelle que soit leur race (parce que nos intérêts sont les mêmes).»

«Je refuse de me laisser asservir et de tourner mon fusil contre le peuple» (B. Péran, objecteur politique).

Un levier économique, social et politique du capitalisme

La militarisation, aujourd'hui, ne peut pas être vue uniquement sous l'aspect idéologique. C'est dans le domaine politico-économique que le capitalisme en tire les profits directs.

Relations avec l'extérieur: au niveau de l'approvisionnement:

La vente d'armes à l'Afrique du Sud est un exemple frappant. Cette assistance militaire préférentielle est liée directement à l'achat d'uranium à ce pays à des prix dérisoires (minerai d'importance capitale pour l'industrie française). Il en est de même de la vente d'armes au Portugal pour sa guerre coloniale.

Au niveau des débouchés:

«Il n'est plus possible d'envisager l'industrie d'armement en faisant abstraction des notions d'exportation et de compétitivité.» (Debré). Cela répond à deux impératifs complémentaires:

– Répondre aux besoins des pays du tiers monde qui se croient ainsi indépendants tout en favorisant de fait le néo-colonialisme;

– Élargir et équilibrer une industrie relativement puissante et de pointe (250 000 travailleurs).

En 1970, Debré demande aux états-majors qui préparent la 3e loi programme de choisir des matériels qui intéressent autant que possible l'étranger. Mais c'est au niveau de la pénétration politique économique que l'armée prend son véritable sens.

Au Tchad, le gouvernement français renforce son administration militaire et civile en place, protégeant ses mines d'uranium du Niger occidental. La vente de 100 Mirage III à la Libye s'accompagne d'un accord interdisant les voies d'accès et d'approvisionnement du Sud libyen aux zones rebelles du

Tibesti (Tchad).

«La vente de 30 Mirage à l'Espagne s'inscrit dans le cadre de la coopération technique et industrielle des deux pays» (journaliste de Toulouse). On comprend le silence du gouvernement français sur les procès de Burgos. Les armées elles-mêmes deviennent de plus en plus dépendantes (les pilotes algériens sont formés par l'armée française).

«Cette pénétration politico-économique n'est pas le fait du hasard, d'un marché libre... C'est une politique délibérée du pouvoir, témoin ce titre du "Monde" du 5-10-71: «La France prévoit d'augmenter ses dépenses pour la prospection des clients étrangers dans le domaine du commerce des armes.»

Les crédits publics à cette fin passent de 7 millions en 1970 à 9,3 millions de francs pour 1972. «Ces mesures, ainsi qu'un assouplissement en avril-mai derniers sur les règles d'exportation des matériels de guerre ont été appréciées des industriels de l'armement», précise l'article.

Influences intérieures: Incidences directes.

L'armée donne 35 millions par an aux chercheurs de l'Éducation nationale. L'industrie d'armement exerce une influence directe sur 70 % de l'industrie aérospatiale, sur 55 % des dépenses du CEA (recherche atomique) (chiffre avoué), sur 6 % de l'électronique.

Politique concertée du pouvoir et des industriels qui là encore ne font qu'un.

Avec plus de 20 milliards de chiffre d'affaires en 70 c'est l'une de nos premières activités économiques.

Plus de 300 000 travailleurs (et l'on est loin du chiffre si l'on tient compte des sous-traitances) vivent malgré eux de l'activité militaire de notre pays. La Bretagne est la première à en souffrir. Pour le Breton, il y a l'exil ou

l’armée (y compris les civils travaillant pour l’industrie d’armement).

Double exploitation des travailleurs contraints à faire un travail inutile et néfaste à l’humanité et dont, par ailleurs, les profits énormes du marché étranger ne rapportent qu’à l’oligarchie dominante.

Avec 7 milliards de commandes en 70, la France est devenue le 3e exportateur du monde. Dassault réalise 75 % de son chiffre d’affaires avec les activités d’armement: «Il fabriquera 15 Mirage F1 par mois («le Monde» du 4-10-71) grâce aux nombreuses commandes de l’étranger.» La SNIAS, avec ses hélicoptères Alouette III, ses missiles (85 000 SS II déjà exportés), ses avions militaires, ses engins balistiques (force de dissuasion), réalise 60 % de son chiffre d’affaires.

M. C..., président-directeur général de Dubigeon-Nantes, déclarait le 3-9-71 que la construction des sous-marins portugais avait été très rentable (on sait que l’entreprise a des ennuis financiers en ce moment, sans doute parce qu’elle ne fabrique pas de navires de guerre!).

Incidences indirectes:

En tant qu’industrie de pointe, le financement massif de cette industrie privilégiée est à l’origine d’un accroissement automatique pour ainsi dire gratuit et sans objectif particulier de la productivité nationale, et ce, avec le consentement des organisations ouvrières elles-mêmes (demande de mise en chantier du 4e sous-marin nucléaire).

L’activité militaire éponge ainsi la surproduction génératrice de crise en tant que production inutile.

La classe dirigeante a donc tout intérêt à ce que cette industrie prenne de l’essor. Elle ne permettra jamais qu’elle disparaisse. Aussi c’est à nous les travailleurs de la détruire avant qu’elle ne nous détruise.

L’objection au service militaire ne peut être séparée de l’opposition à la production des instruments de guerre qui ne servent que les patrons. Cette opposition se manifeste de plus en plus (chercheurs de l’ENS, ouvriers italiens d’une usine de construction de matériel militaire : ils fabriquent aujourd’hui des wagons).

Les luttes aujourd’hui

«Tout s’oppose aux intérêts de la classe capitaliste dans son ensemble: les intérêts particuliers à l’intérieur de cette classe; la lutte des peuples colonisés pour se libérer du carcan; le refus des «citoyens» des pays du capitalisme surdéveloppé de participer à cette stratégie morbide.» (M. Auffray).

Nous ne pouvons donc pas dissocier notre lutte contre l’armée de la lutte des travailleurs. C’est bien en termes de lutte de classes que nous posons notre acte, conscients de l’aspect minoritaire qu’il représente aujourd’hui mais indissociable de toutes les luttes contre l’armée.

Parce que le service militaire n’a rien à voir avec les intérêts des travailleurs, ceux-ci le refusent. Qui n’attend pas la quille en comptant les jours ou n’essaye pas par tous les moyens de se faire réformer, ou tout simplement tire au flanc parce qu’il n’a aucun intérêt à obéir à des ordres qui ne le concernent pas?

Cet antimilitarisme profond n’est pas le hasard d’une mentalité française comme certains veulent bien le dire, il est la résistance plus ou moins consciente à une oppression savamment calculée.

Ceux qui réagissent violemment sont en butte à la répression. C’est le trou, ou la taule, le bataillon semi-disciplinaire ou disciplinaire, le bagne militaire type Aiton ou la CILA...

Cette répression explique partiellement le peu de lutte à l'intérieur de l'armée («On n'en a que pour 12 mois») et cette relative acceptation forcée de la «caricature frappante de ce qu'il y a de plus répressif et aliénant dans la société capitaliste».

«Il y en a qui sont restés près de 3 à 4 ans enfermés de prison en prison, de régiment semi-disciplinaire en régiment disciplinaire ou en casernes-prisons.»

De plus en plus nombreux à se radicaliser, mais trop souvent seuls, leur lutte reste inefficace et surtout sans lien possible avec l'extérieur. Leur nombre croissant (plus de 1000 déserteurs actuellement) représente une force non négligeable; nous devons être solidaires de leur lutte pour faire connaître l'acte qu'ils posent (individuel ou collectif) et pour faire supprimer toute répression.

Les objecteurs de conscience, de plus en plus nombreux aujourd'hui, représentent eux aussi un potentiel révolutionnaire non négligeable, principalement lorsqu'ils se regroupent et luttent au-delà des limites du statut, vaste récupération du système. «Les jeunes gens qui, avant leur incorporation, se déclarent, en raison de leurs convictions religieuses ou philosophiques, opposés en toutes circonstances à l'usage personnel des armes...» (article I du statut).

Le statut, tel qu'il se présente, s'adresse donc à ceux qui refusent de porter des armes d'une façon individuelle, parce qu'ils ne veulent pas tuer, même si d'une façon ou d'une autre ils participent à l'élaboration de la militarisation. Il s'agit de calmer ou de contenter quelques inaptes que l'on saura quand même rendre «utiles». Il est bien sûr interdit de faire toute publicité sur cette échappatoire, ce qui risquerait de multiplier les réfractaires.

Nous devons remettre en cause la finalité de l'armée. Notre acte est d'abord une lutte contre ce système qui tue.

Il est temps de démystifier le statut. C’est pourquoi nous exigeons aujourd’hui un statut politique, nous réservant le droit de le demander à n’importe quel moment, à l’armée, ou non. Nous acceptons comme compromis un service civil de notre choix en accord avec notre idéal.

Il doit être clair que l’obtention du statut politique n’est pas une fin en soi. Une armée de métier pourrait être aussi efficace.

Notre lutte se veut solidaire de toutes les luttes contre l’armée en parallèle avec les luttes de tous les travailleurs.

Toute action de soutien à notre cause devra être non violente. Cela non pas pour prôner telle ou telle méthode, mais considérant qu’elle est la seule action aujourd’hui qui risque de ne pas se retourner contre la cause que nous défendons.

Armel Gaignard, déserteur

Dominique Valton, insoumis